

Guillaume SABIN
 2 rue amiral Nicol
 29200 BREST
 tel. 02.98.05.46.08
sabin-marion@wanadoo.fr

Mouvements paysans dans le nord ouest argentin. Au-delà de l'économie, des organisations sociales coopératives

Résumé

L'idéologie « économiciste » semble se diffuser en tout lieu et dans toutes les sphères sociales, pourtant depuis le début des années 1990 des mouvements paysans voient le jour dans le nord-ouest de l'Argentine. Cet exposé se propose d'expliquer le renforcement de ces mouvements dans un contexte pourtant caractérisé par des changements sociaux, économiques, techniques extrêmement rapides. Au moyen d'une analyse des deux systèmes en présence, le monde paysan et le modèle économique dominant, il s'agit de montrer les différences de représentations dans le rapport au temps, à l'environnement naturel et à l'échange. Au sein de ces mouvements paysans ces représentations permettent de mettre en place des pratiques « autoréférencées » qui s'inscrivent dans une temporalité maîtrisée et s'appuient sur la coopération et le développement de liens sociaux. Cette analyse permet de comprendre comment se construisent des organisations sociales coopératives dont la tendance est de se détacher de l'économie de marché, moyen par lequel ces mouvements élargissent leur autonomie et consolident leur pérennité.

Resumen

La ideología "economicista" parece difundirse en todas partes y en todas las esferas sociales, sin embargo desde el principio de los años noventas unos movimientos campesinos se implantan en el noroeste argentino. Este informe se propone explicar el fortalecimiento de estos movimientos en un contexto caracterizado no obstante por cambios sociales, económicos y técnicos extremadamente rápidos. Por medio de un análisis de los dos sistemas en presencia, el mundo campesino y el modelo económico dominante, se trata de mostrar las diferencias de representaciones en la relación con el tiempo, el medio ambiente y el intercambio. En el seno de estos movimientos campesinos estas representaciones permiten implementar prácticas "autoreferenciadas" que se sitúan en una temporalidad dominada y se fundan en la cooperación y el desarrollo de lazos sociales. Este análisis permite comprender cómo se construyen organizaciones sociales cooperativas cuyas la tendencia es desatarse de la economía de mercado, medio por el cual estos movimientos amplían su autonomía y consolidan su perennidad.

L'idéologie « économiciste » semble devoir se diffuser en tout lieu et dans toutes les sphères sociales. Dès lors tout devrait se mesurer à l'aune de la rentabilité à court terme, de la croissance et de l'intérêt individuel, nouveaux moteurs d'une histoire où l'acteur principal s'appelle *Homo oeconomicus*. Et quand bien même d'autres choix sociaux devraient s'effectuer, ils seraient, *en dernière instance*, dépendants des facteurs économiques, qui conditionneraient leur viabilité et leur orientation.

Et cela vaudrait d'autant plus pour l'Argentine, présentée jusqu'en 2001 par le Fond Monétaire International comme le bon élève des politiques néolibérales et un modèle d'économie de marché, bref comme un pays moderne, où tout se vend et tout s'achète. L'ère Menem (1989-1999) avait été comme une apothéose : l'Etat avait cédé ses entreprises de transports ferroviaire et aérienne, sa compagnie pétrolière... Et pourtant malgré dix ans de ménémisme qui amenait le pays à grandes enjambées vers le paradis libéral, malgré une dictature (1977-1983) qui devait laisser exsangue les rangs de ceux qui ne s'étaient pas résignés, malgré tout cela, les années 90 voyaient renaître des mouvements sociaux, et parmi eux des mouvements paysans.

Dans le nord-ouest argentin (NOA), sur un territoire de 470.000 km² qui regroupe cinq provinces et près de quatre millions d'habitants, ces mouvements paysans regroupent plusieurs milliers de familles paysannes. Dans cette vaste zone à forte dominante rurale qui s'étend du *Gran Chaco Américano* aux hauts plateaux de la Cordillère des Andes, ces mouvements paysans partagent plus qu'un même territoire : ils agissent en réseau au niveau local, national et international, adhèrent ou sont proches du réseau mondial de paysans *Via Campesina*, la plupart affiche leur autonomie de la sphère politique gangrenée par le clientélisme, enfin ils ne se contentent pas de revendiquer, mais

mettent en place des projets concrets qui portent aussi bien sur la production et la commercialisation que sur la santé, la formation, la place des femmes et des jeunes... En cela, ils s'inscrivent dans le contexte argentin des années 90 qui s'est renforcé depuis la crise de décembre 2001, un contexte où « les nouveaux acteurs sociaux abandonnent la subordination et la référence constante à l'Etat, pour devenir plus autonomes, plus symboliques et plus orientés vers l'identité et l'autoréférence plutôt que vers l'instrumental et le revendicatif » [Bidaseca et Mariotti *in* Giarracca *et.al.*, 2001, p.199].

Ces mouvements rassemblent des familles paysannes qui vivent dans un environnement fragile, quasi désertique comme c'est le cas dans les hauts plateaux andins (la *puna*) de la province de Jujuy, ou semi aride comme la province de Santiago del Estero. La fragilité de cet environnement n'empêche pas la richesse puisque le *Gran Chaco Américano* qui s'étend du Paraguay à la Bolivie et sur une partie du nord-ouest argentin et forme une immense plaine recouverte d'une forêt basse de quebracho *blanco* et *colorado*, de caroubiers, de *chañares* et de nombreux épineux, représente la deuxième richesse biotique du continent sud américain après la forêt amazonienne. Les paysans y développent une agriculture familiale, basée sur une forme de polyculture-élevage extensive et diversifiée, dont une part de la production va à l'autoconsommation, le surplus étant commercialisé par différents canaux.

Qu'est-ce qui amènent ces femmes et ces hommes à se rassembler, à agir ensemble alors que le futur nous est prêté d'avance ? Sans doute mal informés, ils ont du manquer ce grand roman-feuilleton qui depuis *La fable des Abeilles de Mandeville* en 1714 raconte que la satisfaction des besoins matériels de l'homme est la seule raison pour laquelle les hommes vivent en société [Dumont, 1985, p.89 ; Mauss, 1999 (1922), p. 271]. Les épisodes suivants érigent en principes les notions de profit et d'individu, en 1811 Adam Smith explique ainsi que l'économie n'a besoin que de l'égoïsme pour s'épanouir : « en poursuivant seulement leurs intérêts particuliers les hommes y travaillent sans le vouloir au bien commun » [Dumont, *op.cit.*, p.83].

Pourquoi donc lutter, imaginer d'autres voies possibles, construire collectivement d'autres formes d'organisations sociales, si les marchés prennent déjà soin du cours de nos sociétés ? Peut-être parce que l'homme n'est pas un « animal économique », « une machine, compliquée d'une machine à calculer », pour reprendre les mots de Marcel Mauss [*op.cit.*, pp. 271 et 272] ? Peut-être parce que les paysans dont nous allons parler ne voient pas l'intérêt de détacher les hommes les uns des autres, de ne les lier entre eux que par l'intermédiaire de marchandises ? Peut-être aussi parce que les conséquences de l'utopie libérale, « la plus violente des explosions de ferveur religieuse qu'ait connu l'histoire » selon l'expression de Polanyi [*op.cit.*, p. 54] sont-elles perçues comme dévastatrices, et qu'à la guerre de tous contre tous mieux vaut préférer la coopération ?

Afin de bien décrire les mouvements paysans du nord-ouest argentin, et pour mieux les comprendre, nous nous détacherons d'emblée de l'idéologie économiciste et individualiste que cherche le moteur de l'action humaine dans l'intérêt privé et la recherche de gains matériels, bien au contraire, pour nous « les luttes des mouvements sociaux n'existent pas seulement pour la satisfaction des besoins basiques des individus, mais sont aussi des luttes culturelles pour la production de sens » [Bidaseca et Mariotti *in* Giarracca *et.al.*, 2001, p.184], et cette recherche de sens s'inscrit dans la durée, dans une temporalité qui cherche à se détacher des contingences de notre modernité pour qui la rapidité est une idéologie centrale.

RALENTIR LE TEMPS POUR MIEUX L'HABITER

1. Le temps de notre modernité, son accélération exponentielle

Lorsqu'au début du XVI^e siècle Jacques Cartier « découvre » les Grands Lacs et le Saint-Laurent, le maïs vient d'atteindre cette région d'Amérique du Nord et sa forme originelle sauvage n'existe plus, il aura fallu près de quatre mille ans pour que cette plante domestiquée au Mexique soit cultivée du Chili au Canada [Haudricourt, 1987, pp. 209 et 216].

Dans la seconde moitié du XX^e siècle, une plante originaire de Chine, le soja, est introduite en Argentine, entre 1981 et 2003 la production du soja passe de moins de 4 millions de tonnes à plus de 12 millions. En à peine trente ans, une culture inconnue occupe près de la moitié de toutes les surfaces cultivables en céréales et oléagineuses, soit plus de 10 millions d'hectares. En 1997 commence la culture du soja transgénique en Argentine, en 2004 presque 100% du soja qui y est cultivé est transgénique [Teubal *in* Giarracca et Teubal, 2005].

Ces changements s'accompagnent évidemment de bouleversements sociaux de même ampleur. Quelques chiffres qu'il n'est pas nécessaire de commenter : en 1969 l'Argentine compte 538.000 exploitations agricoles, 20 ans plus tard en 1988 elle en compte 378.000. Entre 1988 et 1999 le nombre d'exploitations de moins de 5 hectares baissent de 38%, celles comprises entre 5 et 10 hectares de 44% ; à l'inverse les exploitations comprises entre 500 et 1.000 hectares augmentent de 18% et celles situées entre 1.000 et 2.500 hectares de près de 39% [Teubal *in* Giarracca *et.al.*, 2001, pp. 110 et 111].

2. Le temps de l'économie capitaliste

Cette accélération du temps n'est pas à mettre uniquement au compte du développement techno-scientifique, elle relève d'une organisation sociale où l'économie et les choix techniques qui l'accompagnent sont laissés à eux-mêmes, détachés des hommes et de l'environnement naturel. Le temps économique est un temps de plus en plus bref et contracté, d'un côté « la recherche du profit conduit à s'orienter vers les activités qui tirent du milieu le maximum de rendement dans le minimum de temps », de l'autre on insère l'homme dans un circuit de consommation de plus en plus court, par exemple en créant de nouveaux besoins, en réduisant la durée de vie des biens de consommation, en accélérant leur obsolescence ou en renonçant à les réparer, etc. [Passet, 1996, pp. 68 et 100].

« L'évacuation du temps est au cœur du rapport marchand », écrit Jacques T. Godbout [2000, p. 140]. En effet, dans une situation d'échange, quand l'objet, n'ayant qu'une valeur d'échange, est le seul lien qui relie les partenaires de l'univers marchand, la transaction prend fin au moment où elle commence : l'objet passe d'une main à l'autre et le commerce s'achève. C'est ce qu'affirmait Max Weber quand il écrivait que « le marché représente une simultanéité »... où la relation sociale « est à ce point éphémère qu'elle s'éteint dans l'échange des biens qui en font l'objet » [1995, p.410].

L'allure du temps n'est pas qu'un degré d'intensité dans un cycle économique qui irait simplement en s'accéléralant, il y a une différence de nature. « Souvent, le rythme du changement n'a pas moins d'importance que sa direction » écrit Polanyi [1983 (1944), p. 64]. Il semble en effet que plus le temps s'accélère, moins les hommes sont en capacité d'agir sur un environnement en perpétuel changement. Comment agir quand, sur le front pionnier de l'agriculture intensive, les paysans du nord-ouest argentin voient des milliers d'hectares de forêt partir en fumée et un propriétaire terrien s'essayer à la culture du soja et repartir au bout de quelques mois parce que les qualités pédologiques ne permettaient pas cette culture¹ ?

3. Le temps de l'économie paysanne

L'économie paysanne ne s'inscrit pas dans cette accéléralation exponentielle du temps. Tout d'abord parce qu'une part importante de la production est autoconsommée, il s'agit d'un système économique fini, où il n'est pas besoin d'accélérer le temps pour produire plus, vendre plus et consommer plus. D'autre part la production paysanne est extrêmement liée à son contexte environnemental, le bétail vit en liberté dans la forêt basse du *Chaco* où il se nourrit, les hommes y collectent des plantes pour leurs différentes propriétés (curatives, nutritives, tinctoriales), y chassent, y extraient du bois pour de multiples usages (construction des maisons, du mobilier, bois de chauffe, fabrication de charbon, de poteaux pour les clôtures...), etc. A la différence de la pseudo-rationalité économique qui vit, depuis Jean-Baptiste Say, sur le mythe d'un environnement inépuisable², le monde paysan a une pratique quotidienne d'un environnement fini et fragile. Il s'agit de *conserver* les richesses de l'écosystème et non pas d'*accroître* la production. Cette inscription dans un lieu, un territoire, est contraire à l'accéléralation du temps économique qui a permis de s'affranchir de l'espace (production hors-sol) ou des rythmes de la nature [Deléage, 2004]

4. Le temps des mouvements paysans, première forme d'autonomie

Les mouvements paysans du nord-ouest argentin renforcent cette temporalité distincte, la manière dont ils se construisent et se renforcent s'inscrit dans la durée, dans un temps élargi. « Il y a

1 L'Argentine comptait 100 millions d'hectares de forêt en 1914 et seulement 32,5 dans les années 1980. En 1988, 50 millions d'hectares supportaient différents niveaux d'érosion hydrique ou éolienne et plus de 20 millions d'hectares connaissaient un processus de désertification [Cáceres, 1998].

2 « Les richesses naturelles sont inépuisables car sans cela nous ne les obtiendrions pas gratuitement. Ne pouvant être multipliées ni épuisées elles ne sont pas l'objet des sciences économiques » écrivait J.B Say au début du XIX^e siècle, *Cours d'économie Politique Pratique*, cité par R. Passet [1996, p.34].

trois temps, le présent des choses passées, le présent des choses présentes, le présent des choses futures » écrivait Saint-Augustin [cité par Benasayag, 1998, p. 19], cet aphorisme résume bien la volonté de refuser le règne de l'instant imposé par le modèle dominant. Ce choix se décline au quotidien de mille manières, nous en retiendrons trois :

- *Le temps donné à la parole.* Les réunions, rencontres, ateliers sont le quotidien de ces mouvements paysans, ces temps d'échange peuvent durer plusieurs jours, du matin au couché du soleil, et ont lieu dans les communautés paysannes et les différentes instances des mouvements. L'économiste orthodoxe se rendrait malade à la vue de ces familles paysannes qui possèdent peu mais prennent tellement de temps pour partager. C'est pourtant là une condition *sine qua non* à l'existence de ces organisations paysannes : pour agir collectivement il y a nécessité de dépasser le fatalisme qui « naturalise » le système dominant, qui le fige comme quelque chose d'indépassable. Ces multiples lieux de débats et d'expressions sont les espaces qui permettent aux familles et communautés paysannes de prendre conscience de leur situation, d'arriver à « une perception de la perception antérieure » pour reprendre l'expression du célèbre pédagogue brésilien Paulo Freire dont la pratique d'éducation populaire et les écrits marquent profondément les mouvements sociaux latino-américains [Freire, 2001 (1969), p. 105]. Cette nouvelle perception est une manière de comprendre comment l'on percevait la réalité avant de l'interroger. Combien de fois n'ai-je pas entendu des paysans raconter en riant : « Avant que l'on s'organise, je travaillais pour un patron, pour presque rien, et l'argent repartait chez lui puisqu'il tenait également l'épicerie ! Nous étions des esclaves et nous ne le savions pas ! ». Ces temps d'échange permettent de décrypter le monde environnant, préalable à la volonté de le changer. Tout, ou presque, y est abordé, des organismes génétiquement modifiés à la place des jeunes et des femmes dans les communautés et au sein des mouvements, etc.

- *Le temps de penser et de s'appropriier les projets.* C'est de ces lieux de parole que naissent les projets mis en place par ces mouvements. Mûris collectivement, ces projets s'inscrivent dans une temporalité qui laisse le temps aux communautés de se les approprier et d'en être acteurs. Alors que les techniques modernes sont pensées de l'extérieur et doivent s'adapter en tout lieu (le soja, le maïs ou le colza *Round-up ready* sont cultivés selon le même procès de production standardisé du Canada à l'Argentine, les agriculteurs s'adaptent à ces techniques et non l'inverse), les mouvements paysans du nord-ouest argentin se laissent le temps de choisir, d'adapter, d'inventer. Ainsi du traitement antiparasitaire du bétail : au lieu de faire appel à un technicien agricole, prestataire de service et porteur d'un savoir légitimé, chaque communauté aborde ce thème en mutualisant les savoirs et savoir-faire de ses membres, la solution souvent retenue est la désignation d'un ou d'une délégué(e) communautaire qui fera le tour de toute les familles pour traiter tous les animaux, et discutera également des problèmes rencontrés par chaque famille. C'est un processus d'autoformation, des outils ont même été inventés par les communautés pour que les registres soient tenus par des délégués analphabètes, preuve d'une volonté d'appropriation de ces projets par tous. Dans le même registre d'idées, le *Movimiento campesino de Santiago del Estero* (Mocase) a mis en place des radios communautaires, après des mois de préparation, de formation avec une radio militante de Buenos-Aires. Le jour de l'inauguration arrive : jeunes femmes et jeunes hommes utilisent les ordinateurs, les tables de mixage, animent les émissions, interviewent des invités, comme s'ils connaissaient ces techniques depuis toujours. Le processus de participation a pris des mois pour chacun de ces projets, les choix retenus sont le résultat d'un processus de discussion, de délibération et d'appropriation, d'un point de vue technique, politique, social... Chaque membre d'une communauté est à même de répondre à la question : « Pourquoi ce choix plutôt qu'un autre ? Pourquoi la mise en place de tel ou tel projet ? »

- *Le temps d'agir.* Dans un environnement social et économique où tout doit aller vite, où l'on est sommé de nous adapter, le temps d'agir des mouvements paysans du nord-ouest argentin prend une allure moins hiératique. En choisissant de suivre des chemins de traverses, plus longs et moins balisés, les mouvements paysans du NOA s'émancipent *de fait* du modèle dominant. En rompant les temporalités bien ordonnées, ils fondent et élargissent leur autonomie. Le refus d'inscrire la lutte dans un calendrier qui dépendrait uniquement des contingences politiciennes, qui serait imposé du dehors et se limiterait à revendiquer ou à s'opposer aux décisions et aux réformes de l'Etat ou d'instances internationales, leur ouvre un champ d'action notablement élargi : c'est dans ce temps propre au monde paysan et aux mouvements qu'ils développent, que s'ouvre la première forme de liberté, dans laquelle il est possible de penser et d'agir, un temps stabilisé, maîtrisé, élargi, contraire à l'instantanéité et à l'instabilité de notre monde et de notre économie « modernes ».

UNE ECONOMIE ENCHASSEE DANS LA TRAME SOCIALE

1. L'économie capitaliste détachée du social

La grande révolution de l'économie capitaliste est d'avoir réussi à détacher la sphère économique du reste des rapports sociaux. Comme l'indique K. Polanyi ce projet politique avait pour tâche préalable de détruire l'existant pour construire une société de marché : faire de la terre, de la monnaie et du travail des marchés concurrentiels était en effet un préalable à l'avènement de l'utopie libérale. Pour K. Polanyi, pourtant, « le travail n'est rien d'autre que ces êtres humains eux-mêmes dont chaque société est faite, et la terre, que le milieu naturel dans lequel chaque société existe. Les inclure dans le mécanisme du marché, c'est subordonner aux lois du marché la substance de la société elle-même. » [1983 (1944), p. 106].

K. Polanyi compare la société de marchés à d'autres sociétés éloignées dans l'espace, afin de bien faire saisir l'aspect extraordinaire du libéralisme économique. Il rappelle ainsi que de nombreuses sociétés ne connaissaient ni le marchandage, ni le troc, que l'idée de profit y était exclue ; pour instituer le travail salarié dans pareilles sociétés, il a fallu que le colonisateur liquide une organisation sociale « qui refusait de laisser l'individu mourir de faim. » [*id.*, p.222] et où l'échange se définissait par la réciprocité et non par la concurrence.

C'est ce que confirme Marshall Sahlins, en 1972, dans *Age de pierre, âge d'abondance*, à propos des sociétés « primitives » : les quarante pages d'appendices qui font état des sources bibliographiques utilisées racontent que chez les *Washo* d'Amérique du Nord « le partage était la règle à tous les niveaux de l'organisation sociale... », que dans les forêts de la Nouvelle Zélande comme dans les savanes du Soudan « Il était inconcevable qu'une famille souffre de la faim et du besoin tant que d'autres au village étaient abondamment pourvues en nourriture. », qu'en Mélanésie celui qui cherchait à exploiter son semblable sombrait « au plus bas de l'échelle sociale », etc. Dans ces sociétés « tout échange comporte un coefficient de sociabilité et [...] l'appréhender en termes exclusivement matériels, c'est méconnaître cette dimension sociale qui est la sienne » [1976 (1972), respectivement pp. 342, 380, 358 et 236]. L'interdiction de vendre de la nourriture dans des sociétés qui connaissaient une forme primitive de monnaie (Mélanésie, Californie), montre qu'elle a une valeur sociale trop élevée pour assumer une valeur d'échange. Cet exemple illustre parfaitement comment l'économie était subordonnée à une trame sociale faite de réciprocité dans les échanges, de commensalité, d'entraide. Pour reprendre les mots de Louis Dumont « Dans la plupart des sociétés [...] les relations entre hommes sont plus importantes, plus hautement valorisées que les relations entre hommes et choses. Cette primauté est renversée dans le type moderne de société, où les relations entre hommes sont au contraire subordonnées aux relations entre les hommes et les choses » [1985 (1977), p. 13].

2. L'économie paysanne, coopération et mutualisation

Pour que le capitalisme atteigne son efficacité maximum, il fallait donc que tout se vende et tout s'achète, processus toujours en cours comme on le voit avec le brevetage du vivant. La valeur d'échange prenait le pas sur la valeur d'usage. La mise en place d'un tel système ne s'est pas fait sans heurts. K. Polanyi explique longuement les résistances sociales qui, durant deux siècles, empêchèrent l'Angleterre de créer un marché « libre » et concurrentiel du travail. Ce fut chose faite en 1834 et ce marché occupe une importance majeure dans le projet libéral. Cependant, et malgré l'idée fort répandue que cette économie de marché doit s'imposer partout et de la même manière, il faut bien reconnaître que « la globalisation est très inégale quant à sa portée et irrégulière quant à ses conséquences » [Paz, 1997, p. 82, citant le Groupe de Lisbonne]. L'économie paysanne en est un exemple puisqu'elle ne fonctionne pas sur ce modèle d'économie concurrentielle :

- Il n'y a pas de mercantilisation du procès de travail au sein de l'exploitation familiale. L'économie paysanne est une forme d'économie domestique singularisée par l'absence de travail salarié, par l'indivisibilité du revenu familial [Paz, 1997, p. 81] ;

- Cette absence de vente de la force de travail dépasse le cadre familial et s'inscrit au niveau de la communauté : la coopération joue un rôle fondamental dans de nombreux travaux agricoles et forestiers où l'aide d'autres membres de la communauté est requise (défrichage d'une parcelle, production de charbon, construction d'une maison, etc.) ;

- Le système capitaliste s'appuie sur une spécialisation et une division sociale du travail toujours plus importantes et le milieu agricole n'échappe pas à ce processus : l'intégration des agriculteurs au système agro-industriel fait d'eux des maillons d'une filière et d'un procès de production qu'ils ne maîtrisent plus. C'est une perte significative d'autonomie au détriment notamment des grands semenciers, des multinationales de l'agrochimie [Deléage, 2004, chap. 2 ; Teubal *in* Giarracca 1999, pp. 97-121]. Le monde paysan du NOA est exclu de cette externalisation des activités agricoles, ce qui « offre au paysan la possibilité de dessiner son propre procès de production, [...] sa logique ne se trouve pas totalement gouvernée par celle du marché mais par la nature même de la reproduction de l'unité paysanne » [Paz, 1997, p.85] ;

- L'usage collectif du foncier, qui s'illustre par des parcelles collectives ou l'usage de la forêt de manière communautaire est contraire à la propriété privée comme idéologie et comme condition d'efficacité économique. J'émetts l'hypothèse, qui ne sera pas développée ici, qu'il y a une différence de nature entre l'utilisation de la terre considérée comme propriété personnelle et l'usage collectif d'une terre considérée comme *terra nullius*, c'est-à-dire comme n'ayant ni maître ni possesseur. Cette différence de représentation a des conséquences pratiques quotidiennes, dans l'usage qui est fait des ressources environnementales ;

- L'agriculture intégrée réduit massivement les cultivars en développant la monoculture et en favorisant l'érosion génétique animale et végétale. Nous l'avons vu avec le développement du soja en Argentine, mais nous pouvons élargir le point de vue : « les hommes du néolithique utilisaient 100.000 espèces végétales comestibles et “de nos jours on ne compte guère plus de 150 espèces cultivées et la grande majorité de l'humanité ne vit que de douze espèces.” » [Passet, *op.cit.*, p.79, citant le secrétaire technique du FAO]. Le mode de production paysan quant à lui relève d'une part de la polyculture-élevage basée sur la diversification (les paysans de la puna font états de 200 cultivars de pommes de terre cultivés dans un milieu pourtant difficile) ; d'autre part les familles paysannes cherchent à maximiser et à valoriser la diversité de ressources offerte par le milieu naturel, comme nous l'avons vu à propos de la collecte des plantes ou de la chasse. A ce titre, elles font preuve d'une grande connaissance de leur environnement et la terre n'est jamais considérée comme un simple substrat uniquement nécessaire à la mise en culture.

C'est dans ce contexte que le monde paysan développe un système de coopération, non seulement entre les hommes, mais aussi avec l'environnement qui les entoure, les nourrit, les abrite... En son sein il n'y a ni réification ni artificialisation du vivant, la première expression reflète les pratiques qui font des êtres vivants de simples choses, une simple matière première dans le procès de production (de l'insémination artificielle à l'élevage hors-sol), la seconde rend compte de l'intervention de l'homme dans le règne vivant (hybridation, transgénèse). Si nous devons suivre André-George Haudricourt quand il affirme qu'il y a une relation entre la manière dont les hommes agissent sur les êtres vivants et le traitement d'autrui [Haudricourt, 1987 (1962), pp.277-285], alors il nous faut tenir compte de la manière dont les paysans tissent des liens avec leur environnement pour comprendre ce qu'ils sont. C'est dans ce contexte également que les paysans mutualisent leur force de travail, leurs savoirs et savoir-faire, puisque les échanges y sont horizontaux, sans recours à l'expertise – centrale dans l'économie « moderne ».

3. L'échange comme valeur de liens, deuxième forme d'autonomie

Les mouvements paysans du nord-ouest argentin tendent à accentuer cette faible mercantilisation des échanges en renforçant les liens au sein des communautés. Il ne faudrait pas en effet se méprendre : toutes les familles paysannes ne sont pas naturellement portées à la solidarité, comme le dit un membre du Mocase : « Pour beaucoup, le problème du voisin, ça ne les intéresse pas. Et pour que cela change, il va se passer beaucoup de temps. » [Collectivo Situaciones, 2001, entretien avec Carlos Luna]. Nombreuses sont les familles qui disent qu'avant de s'organiser, les relations avec leur voisins étaient beaucoup plus limitées.

Ces liens sont renforcés y compris dans les projets de production et de commercialisation, et viennent étayer ceux tisser lors des rencontres, des réunions, des ateliers dont nous avons déjà parlé. Ainsi la *Red Puna* organise-t-elle ses propres *cambalache*, lieux où se troquent les produits de l'élevage des hauts plateaux de la puna et les produits agricoles de la vallée de la Quebrada de Humahuaca. La *Red Puna* réactualise ainsi une pratique toujours en vigueur dans la province de Jujuy, en lui donnant un sens politique et social : les *cambalache* seront l'occasion d'organiser des ateliers, le troc s'insère dans une trame sociale élargie où il s'échange plus que des produits. Les

ateliers, les retrouvailles, les repas partagés et les fêtes qui ponctuent la nuit sont autant de moments où la valeur de lien est puissamment réaffirmée.

Dans la province de Santiago del Estero, le Mocase soutient la construction de retenues d'eau collective, de parcelles et d'élevages collectifs, ces projets transforment les familles et la communauté, renforcent la coopération et les liens à travers un long processus de négociations et de concertations (emplacement du projet, organisation du travail...) devant déboucher sur un consensus. Processus qui ne s'arrête pas à la conception du projet mais qui perdure tout au long de son existence, et consolide par la régularité des échanges la volonté d'agir ensemble.

Les échanges ou la vente de produits que cherchent à mettre en place ces mouvements, entre eux ou avec d'autres mouvements sociaux (par exemple la commercialisation de produits en direction des Assemblées de voisins de Buenos-Aires en 2002 et 2003), sont un autre témoignage du refus de l'anonymat dans les transactions : les liens entre les partenaires ne sont pas liés à l'objet échangé mais à des relations préexistantes et à une communauté de desseins.

L'économie de marché fétichise la marchandise et évacue les liens entre les hommes. Dans l'univers marchand « la chose qui circule ne transporte plus le lien social » [Godbout, 2000, p. 221], finalement le seul lien qui lie le vendeur à l'acheteur réside dans la marchandise vendue. Jacques T. Godbout utilise la notion d'*exit* pour définir cette faiblesse du lien social : « le principe qui définit la sphère marchande est la possibilité et la facilité de sortir du rapport social (*exit*, traduit en français par défection) dont un agent n'est pas satisfait », c'est « la grande aventure de la libération des liens sociaux » nous dit J.T. Godbout [*Id.* respectivement pp. 37 et 228]. Or, l'échange, tel qu'il se pratique au sein des mouvements paysans du NOA « ne sert pas tant à faire circuler des biens qu'à créer et nourrir le rapport social lui-même » [Caillé, 1997, p. 94]. Il a « valeur de lien », différente de la valeur d'usage et de la valeur d'échange [Godbout, 2000, p. 244]. Les échanges permettent ainsi de rompre avec l'anonymat, de s'inscrire dans la durée, et d'asseoir son autonomie vis-à-vis du modèle dominant qui fonctionne *a contrario*.

VERS UNE AUTONOMIE VIS-A-VIS DU MODELE DOMINANT

1. Un contexte économique difficile

Ces choix entrepris par les mouvements paysans du NOA sont d'autant plus éclairants qu'ils s'insèrent dans un contexte économique difficile. Bien que les familles paysannes développent une production tournée vers l'autoconsommation, elles ont besoin d'un revenu monétaire pour acheter ce qu'elles ne produisent pas, pour la province de Santiago del Estero par exemple, la liste quasi exhaustive en sera vite dressée : pâtes, riz, huile, sucre, herbe à maté, farine de blé et graisse de vache pour les galettes de pain, viande quand la famille n'en a pas à sa disposition, pétrole ou gaz pour s'éclairer, piles électriques pour le petit poste de radio, vêtements, tabac pour les quelques fumeurs. En 2003, selon mes observations, une famille paysanne de Santiago del Estero avait besoin de 150 à 300 pesos mensuels (entre 50 et 100 €) pour subvenir à ces achats. Quatre stratégies permettent d'obtenir ce revenu monétaire complémentaire :

- *Les migrations saisonnières* dans les provinces qui nécessitent une forte main d'œuvre et qui varient au gré de la conjoncture internationale (hier Tucumán pour la canne à sucre, le Chaco pour le coton, aujourd'hui Tucumán pour les agrumes, Salta pour les haricots, la province de Buenos Aires pour l'horticulture, etc.). Celles-ci touchent principalement les hommes en âge de travailler et peuvent durer plusieurs mois ;
- *Le travail saisonnier* dans de grandes exploitations voisines, de nombreux jeunes hommes complètent ainsi le revenu familial ;
- *L'aide sociale de l'Etat* à travers les *planes jefe y jefa de hogar*, permettent à certaines familles de recevoir 150 pesos par mois soit environ 50 euros (chiffre de 2003), en s'insérant dans un réseau de clientèles puisque ces aides sont distribuées par le canal des partis politiques ;
- Enfin, *les migrations définitives*, essentiellement vers Buenos-Aires, ont des répercussions économiques pour les familles paysannes, puisque 48% des personnes ayant émigrés envoient de l'argent à leur famille [Forni, Benencia et Neiman, 1991, p. 51].

Ces stratégies ont un impact déstructurant sur l'économie paysanne notamment par l'abandon provisoire de l'exploitation familiale [Benencia et Mercer, 1991] et sur l'autonomie des familles (aides sociales conditionnées au clientélisme politique).

Le système économique paysan est bancal : faute d'une production destinée au marché suffisante ou par manque de canaux de commercialisation, il contraint de nombreux hommes à travailler à l'extérieur de l'exploitation familiale. Pourtant, comme nous l'avons vu, ce n'est pas cet axe là qui est considéré comme prioritaire au sein des mouvements paysans du NOA, leur organisation en témoigne puisque les différentes commissions qui les composent traitent certes de la production et de la commercialisation, mais aussi, et systématiquement, de la santé, de l'éducation, de la place des jeunes et des femmes, etc. Pourquoi ce refus de faire de la question économique la priorité autour de laquelle s'articule la production du social ?

2. Exclusion ou aperception de ses propres valeurs culturelles ?

Raúl Paz, dans un bel article [1997, pp. 75-94], soutient la thèse que c'est l'exclusion du monde paysan de l'économie moderne qui finalement lui permet de construire son autonomie : Cette exclusion « a pour résultat une diminution des externalités à l'intérieur des unités de production, et en conséquence une augmentation de la non mercantilisation du procès de travail. Cela aboutit à une autonomie considérable vis-à-vis des marchés dans laquelle la production, les investissements (*insumos*) et les facteurs productifs ne sont déjà plus valorisés selon les signaux de ces marchés, mais par la logique interne de la propre unité domestique-productive. Est ainsi récupérée la forme classique de production de l'économie paysanne : une économie mercantile simple dans laquelle prévalent les valeurs d'usage sur celles d'échanges, autant dans la sphère de la production que dans celle de la reproduction. La diminution de la mercantilisation comme conséquence de l'exclusion peut être un contexte favorable pour le début d'un développement agricole autonome et indépendant, de telle manière que le procès de travail agricole commence à se reproduire hors de portée du capital » [*id.*, p. 84].

L'histoire du monde paysan dans le nord-ouest argentin tendrait à corroborer l'approche de Raúl Paz, l'exemple de la province de Santiago del Estero en donnera une idée : un industriel du XIX^e siècle écrivait ainsi : « Le santiagueño est l'ouvrier le plus endurant et le plus travailleur qui se connaît dans la République ; que ce soit pour la hache ou pour la pelle il est sans égal, sa ration se résume à une poignée de maïs et à un petit bout de viande ; avec cela il est très satisfait ; il est humble et croit que son patron a le droit de faire de lui ce qu'il veut : il accepte aussi le châtiment avec résignation » [Tasso, 1997, p. 51]. Au gré de la conjoncture économique internationale, les habitants de Santiago del Estero seront ainsi employés par des entreprises nationales ou étrangères pour l'extraction de bois, la construction de chemins de fer, les travaux agricoles... Les crises successives de l'industrie du bois, dans les années 1930 puis les années 1960 aboutirent à un processus croissant de « retour à la terre » (*recampesinización*) : l'élevage de quelques animaux et le potager qui étaient considérés comme des activités annexes au travail salarié prennent une place centrale [Alfaro et Guaglianone *in* Giarracca *et.al.*, 1994, p.143]. Ce serait donc bien de cette exclusion forcée que se développerait le monde paysan du NOA.

Si la thèse de Raúl Paz est intéressante en ce qu'elle montre les écarts différentiels entre l'économie paysanne et l'économie capitaliste, elle sous-estime cependant la profondeur des changements en cours qui rendent impossible l'utilisation de l'expression « forme classique de l'économie paysanne ». Les familles paysannes ont du sans cesse s'adapter à un contexte extrêmement mouvant (social, environnemental, économique et technique), sans jamais pouvoir stabiliser telle ou telle forme de reproduction sociale. Dans le contexte du NOA cette économie n'est ni « classique », ni « traditionnelle », elle est « moderne » au sens où elle est en perpétuel changement et est obligée de tenir compte des évolutions qui l'entourent. Raúl Paz offre une version en négatif des choix des familles paysannes, ce serait en quelque sorte par défaut de choix et dépendamment du contexte global que les familles paysannes développeraient leur stratégie de reproduction sociale.

Les mouvements paysans offrent une version positive de cette autonomie. Leur naissance est liée à la conscience d'une histoire non-maîtrisée, où tout choix leur échappait, et à une volonté de changer cet état de fait. Comme le dit un militant du Mocase : « Je me souviens que j'allais travailler comme conducteur de tracteur. Une fois enlevé ce que j'avais mangé, il restait quinze pesos pour quinze jours de travail de douze heures chacun. [...] Je me souviens de ce qui se passa le jour où discutant avec mon père il me dit : "à quoi cela te sert d'aller travailler toute la vie pour un autre si tu n'as jamais rien, si tu travailles douze heures par jour et si tu manges bien et rien de plus ? Mieux vaut te faire une ferme ici, élever deux ou trois chèvres et il y aura des jours où tu ne mangeras pas, mais tu n'iras travailler pour personne." » [Collectivo Situaciones, 2001, entretien avec Carlos Luna].

A partir de ce refus d'une forme d'exploitation, et du refus également de ne peser en rien dans l'orientation des choix sociaux se construisent des mouvements paysans qui, au moyen d'un processus long de partage de la parole, arrivent à avoir une aperception claire de leurs propres valeurs. Qu'ils s'agissent des temporalités, du mode de production, de la valeur de liens entre les hommes, du rapport à l'environnement, les mouvements paysans perçoivent clairement qu'ils ne partagent pas les pratiques et la représentation du système dominant. Vouloir rentrer dans cette grande compétition où ne subsistent que les « meilleurs » condamnerait définitivement les familles paysannes et leur mode de vie. Cette vision s'inscrit dans ce présent élargi dont j'ai déjà parlé et qui tient compte de l'histoire, du présent et du futur à venir. En outre, l'exclusion dont parle Raúl Paz doit s'arrêter strictement au contexte économique puisque les mouvements ont su développer une très forte participation sociale des paysans au niveau local, national et international.

3. Au-delà de l'économie, une conclusion en forme d'hypothèse

Il me semble qu'à travers ce processus d'organisation et de construction d'alternatives, nous n'assistons pas à une « radicalisation » de ce type de mouvement social, mais c'est au contraire le système dominant lui-même qui se radicalise dans sa volonté de faire de la société un appendice du système économique [Polanyi, *op.cit.*, p.111]. Si les mouvements paysans que j'ai rencontrés dans le NOA ont tous développé des formes de coopératives au sens restreint du terme (socialisation des moyens de production et de commercialisation), je n'ai pas souhaité me focaliser sur ces expériences qui s'intègrent dans un mouvement beaucoup plus large.

Si nous pouvons, avec Louis Dumont, faire le constat que beaucoup de nos contemporains partagent les conclusions de Karl Marx, à savoir que l'économie détermine, *en dernière instance*, la production du social [Dumont, *op.cit.*, p. 137], les mouvements paysans du NOA nous invitent pourtant à élargir notre regard pour le porter sur des formes d'organisations sociales où « l'imaginaire et le symbolique sont [...] des composantes et des conditions du réel social » [Godelier *in* Descola, Hamel, Lemonnier, 1999, p. 480]. S'appuyant sur des représentations, des valeurs culturelles et des pratiques qui s'appuient sur la coopération, la valeur de lien dans les échanges, la richesse environnementale, les paysans du NOA ont conscience que leur participation au modèle dominant signerait leur arrêt de mort. C'est dans cette trame sociale qu'il faut comprendre la création et la pérennité de ces organisations sociales coopératives, et leur probable développement dans un contexte de radicalisation de l'économie de marché.

BIBLIOGRAPHIE

- BENASAYAG Miguel, *Le mythe de l'individu*, La Découverte & Syros, 1998.
- BENENCIA Roberto, MERCER Hugo, «Migración estacional, trabajo precario y enfermedad de Chagas», *Medio Ambiente y Urbanización*, año 9, n°36, pp.63-84, septembre 1991.
- BENENCIA Roberto, FORNI Floreal H., NEIMAN Guillermo, *Empleo, Estrategias de vida y reproducción. Hogares rurales en Santiago del Estero*, Centro Editor de America Latina, Buenos-Aires, 1991.
- CÁCERES Daniel, «Tecnología, participación y desarrollo rural», *Estudios*, Vol.9, 1998.
- CAILLE Alain, « Du don comme réponse à l'énigme du don », *L'Homme, revue d'anthropologie française*, n°142, pp. 93-98, avril-juin 1997.
- COLLECTIVO SITUACIONES, « Movimiento Campesino de Santiago del Estero », *Situaciones 3*, Ediciones De Mano en Mano, Buenos Aires, 2001.
- DELEAGE Estelle, *Paysan, de la parcelle à la planète. Socio-anthropologie du Réseau agriculture durable*, éditions Syllepse, 2004.
- DESCOLA Philippe, HAMEL Jacques, LEMONNIER Pierre (sous la direction de), *La Production du social, Autour de Maurice Godelier*, Arthème Fayard, 1999.
- DUMONT Louis, *Homo aequalis I, Genèse et épanouissement de l'idéologie économique*, Gallimard, 1985 (première édition française, 1977).
- FREIRE Paulo, *Pédagogie des opprimés*, La Découverte et Syros, 2001 (édition originale 1969).
- GIARRACCA, Norma ; TEUBAL, Miguel, *El campo argentino en la encrucijada. Estrategias y resistencias sociales, ecos en la ciudad*, Alianza Editorial, Buenos Aires, 2005.
- GIARRACA Norma (sous la direction de), *La protesta social en la Argentina. Transformaciones económicas y crisis social en el interior del país*, Alianza Editorial, Buenos Aires, 2001.
- GIARRACCA Norma (sous la direction de), *Estudios rurales. Teorías, problemas y estrategias metodológicas*, La Colmena, Buenos Aires, 1999.
- GIARRACCA Norma, TEUBAL Miguel, *et al., Acciones colectiva y organización cooperativa. Reflexiones y estudios de caso*, Centro Editor de América Latina, Buenos Aires, 1994.
- GODBOUT Jacques T. (avec Alain Caillé), *L'esprit du don*, La Découverte et Syros, Paris, 2000 (édition originale 1992).
- HAUDRICOURT André George, *La technologie, science humaine. Recherches d'histoire et d'ethnologie des techniques*, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris, 1987.
- MAUSS Marcel, *Sociologie et anthropologie*, Presses Universitaires de France, 1999 (première édition 1950)
- PASSET René, *L'Economique et le vivant*, Economica, deuxième édition revue et corrigée, 1996 (1ère édition 1979).
- PAZ Raúl, «Pobreza rural, campesino y medio ambiente: su análisis en un contexto globalizado», *Realidad Económica*, Buenos Aires, n°152, 1997.
- POLANYI, Karl, *La Grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Gallimard, 1983 (édition originale 1944).
- SAHLINS Marshall, *Âge de pierre, âge d'abondance, l'économie des sociétés primitives*, Gallimard, 1976 (édition originale 1972).
- WEBER Max, *Economie et société/2, L'organisation et les puissances de la société dans leur rapport avec l'économie*, Agora-Pocket, 1995b (édition originale 1956 et 1967).